

so!i

Focus : Gros plan sur la justice climatique

Assumer ses responsabilités

Votre soutien fait la différence ! solidar.ch

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux



Photo de couverture

La construction du lac de barrage de Balbina, en Amazonie, a entraîné l'inondation de plus de 2 000 km² de forêt tropicale, l'une des plus grandes catastrophes environnementales du Brésil. Outre la destruction de la forêt, un tiers des populations autochtones ont été déplacées de force. Photo : Raphael Alves



Chère lectrice, cher lecteur

Dans nos pays d'intervention, la crise climatique s'embrase et l'exploitation humaine aggrave encore ses effets. La Bolivie, par exemple, abrite un écosystème d'importance mondiale, l'Amazonie. Les arbres centenaires qui protègent une riche biodiversité végétale et animale sont remplacés par l'élevage de bovins, les plantations de palmiers à huile et de soja. L'été passé, les exploitant·e·s ont perdu toute mesure en brûlant 10 millions d'hectares de forêt, soit deux fois et demie la superficie de la Suisse. Respirer est devenu difficile, l'eau potable s'est raréfiée et les populations autochtones ont perdu leurs moyens de subsistance.

Alors que Solidar Suisse fournissait une aide d'urgence aux personnes affectées, le conseiller fédéral Albert Rösti accompagnait la délégation suisse à la Conférence sur le climat dans l'État pétrolier d'Azerbaïdjan. Bien qu'il ait été décidé de tripler la contribution des pays industrialisés pour atteindre 300 milliards, un montant encore insuffisant, Albert Rösti refuse d'augmenter la part de la Suisse. C'est aux autres de payer ou alors aux États du Sud de se débrouiller. La Suisse est en outre l'un des seuls pays à s'acquitter d'une partie de sa dette climatique par une compensation inefficace de CO₂ à l'étranger. Une approche irresponsable.

Solidar et ses partenaires locaux s'engagent pour qu'une réelle justice climatique soit mise en œuvre. Merci pour votre soutien !

Carlo Sommaruga
Président de Solidar Suisse

Sommaire



Focus

Justice climatique

Alors qu'ils ne contribuent pratiquement pas au changement climatique, les pays pauvres en sont les premières victimes. Les pays industrialisés, responsables de cette crise de par leurs émissions, doivent assumer les conséquences de leurs actes en assurant l'indemnisation des dommages, en finançant les mesures d'adaptation et en abandonnant les combustibles fossiles.

Page 6

En bref	4
Focus	6
Interview	14
Actualité	15
En coulisses	16
Chronique	17
Rétrospective	18
Dernière page	19

Présence de Solidar

50 ans au Burkina Faso, 40 ans au Mozambique

Solidar Suisse a fêté deux caps importants l'an dernier : sa présence au Burkina Faso depuis 1974 et au Mozambique depuis 1984.

Nos premières interventions au Burkina Faso visaient à former et alphabétiser les petit-e-s agriculteur-trice-s. Cinquante ans plus tard, le travail mené auprès de ce groupe est toujours d'actualité. Éducation multilingue, formation professionnelle des jeunes, lutte contre le travail dangereux des enfants et renforcement de la société civile sont venus s'y ajouter, toujours en collaboration avec les organisations partenaires locales. C'est par un cours d'aérobic que le succès du personnel de Solidar et de nos partenaires a été célébré à l'occasion de ce jubilé. L'effort physique partagé a consolidé l'esprit d'équipe pour de nombreuses autres années d'engagement en faveur et aux côtés de la population burkinabè.

Au Mozambique, la coopération a débuté en 1984 par des mesures de soutien à l'imprimerie du ministère de la Santé et un projet de latrines. Solidar gère un bureau de coordination dans le pays depuis 1999. En 2000, nous avons pour la première fois fourni une aide d'urgence après des inondations catastrophiques. La coopération humanitaire et la reconstruction sont aujourd'hui des piliers aussi importants que la participation démocratique à un meilleur service public comme l'approvisionnement en eau potable des régions rurales par exemple, les droits du travail et les droits syndicaux ainsi que la formation professionnelle des jeunes.



Bolivie

Prix de l'innovation pour l'appli Solidar

En Bolivie, le cancer du col de l'utérus est l'une des premières causes de décès chez les femmes en âge de procréer. Solidar Suisse a donc mis au point une solution innovante de prévention et de contrôle, en collaboration avec l'organisation partenaire bolivienne LabTecoSocial. Une application révolutionnaire, qui permet de dépister rapidement et efficacement le cancer du col de l'utérus et facilite l'accès des femmes au traitement, a valu à Solidar Suisse Bolivie le prix national de l'innovation en novembre dernier.

La plateforme, développée à l'origine pour la commune de Sacaba, est désormais utilisée dans d'autres régions du pays. L'objectif est de la rendre disponible à l'échelle nationale pour permettre à toutes les femmes de Bolivie d'avoir plus facilement accès à des soins de santé vitaux.



En savoir plus sur le projet pour les droits des femmes :

solidar.ch/fr/droits-femmes-bolivie

300 mia de \$

C'est la somme que les pays industrialisés comptent verser chaque année aux pays pauvres pour les mesures d'adaptation au changement climatique. Selon les économistes, elle devrait être de 2 400 milliards.

Nous avons réussi !

Nouvelle initiative pour des multinationales responsables

La nouvelle initiative pour les multinationales responsables a été lancée le 7 janvier. Seulement deux semaines plus tard, nous avons récolté plus de 180 000 signatures pour que les entreprises suisses respectent enfin les droits humains et les normes environnementales à l'étranger. Cette récolte de signatures rapide est un grand pas en avant. Il est décisif que le soutien à cette initiative reste visible dans tout le pays lors des délibérations à venir au Conseil fédéral et au Parlement. Commandez gratuitement un drapeau ou un triangle à accrocher sur votre vélo à l'aide du flyer joint au magazine Soli !



Pour en savoir plus : solidar.ch/fr/nouvelle-initiative-multinationales-responsables/

Solidar recommande

La Suisse et l'esclavage

Une recommandation de Sylvie Arnanda

Le podcast « Nos esclaves » de la RTS, tiré de la collection « Face cachée », revient sur un récit qui ne figure pas dans les livres scolaires : notre pays et l'esclavage. Les huit épisodes du podcast nous emmènent à la découverte d'existences méconnues, comme celle de Pauline Buisson désignée comme « la négresse d'Yverdon », de lieux emblématiques tels que la ville de Neuchâtel et son commerce florissant des Indiennes ou la communauté « Helvécia » au Brésil.

C'est surtout une époque déroutante qui fait vibrer nos tympans, une époque lors de laquelle les fabricants de gruyère fournissaient les capitaines de navires négriers et où l'on pouvait acheter une personne grâce aux petites annonces. Le podcast, guidé par la voix de Cyril Dépraz, nous permet surtout de connaître une histoire essentielle pour comprendre la construction de notre identité et déjouer les stéréotypes racistes qui persistent encore aujourd'hui.



Vers le podcast : rts.ch/audio-podcast/emissions



Adieu !

Solidar quitte X

Le 5 décembre 2024, Solidar Suisse, aux côtés d'autres ONG suisses comme Public Eye et Alliance Sud, a décidé de quitter le réseau social X. Cette plateforme d'information et d'opinion est devenue, depuis son rachat par Elon Musk en 2022, un canal envahi par la désinformation, les fakes news d'extrême droite, les propos haineux, perdant toute pertinence. Solidar promeut et croit en un échange respectueux et démocratique. Ce n'est plus possible sur X.

Solidar Suisse a notamment rejoint le « Xodus » parce que X a réactivé des comptes bannis en raison de menaces, harcèlement ou désinformation et viole systématiquement les règles de base pour lutter contre les discours haineux. En outre, Elon Musk soutient ou relaie régulièrement des messages d'extrême droite, antisémites et sexistes. L'algorithme de X favorise les contenus qui encouragent la radicalisation politique et fragilisent la démocratie. Les acteur·trice·s politiques tels que les partis, les médias, les autorités, et même les ONG ne devraient plus légitimer cette plateforme et son propriétaire par son utilisation active. Elles et ils devraient plutôt partager leurs informations et contribuer aux débats sur des réseaux sociaux plus neutres comme Bluesky ou LinkedIn.

Après près de 13 ans sur X, l'équipe de Solidar choisit de concentrer ses efforts sur des plateformes comme Instagram, Facebook et LinkedIn. Ces canaux lui permettront de continuer à partager des informations sur les projets, d'échanger sur des sujets importants et de dialoguer avec son public. Elle espère que ses 10 000 abonné·e·s la suivront dans ce changement et que de nouvelles voix viendront enrichir les échanges.



Des manifestantes réclament l'adoption de mesures contraignantes de justice climatique à la COP 25 à Madrid.

Focus

Justice climatique

Avec ses émissions démesurées de gaz à effet de serre, la population riche des pays industrialisés est la première responsable du réchauffement continu de la planète. Or, les dommages et les risques frappent avant tout les pays à moyen et faible revenu. De plus, les outils de lutte contre la crise climatique sont inégalement répartis. Solidar Suisse s'engage à différents niveaux pour que la justice climatique ne reste pas lettre morte.

Découvrez comment Solidar s'engage pour la justice climatique.

- 8** **Make Polluters Pay**
- 10** **Le coût de la transition écologique**
- 11** **Des produits cosmétiques durables issus de la forêt tropicale**
- 12** **Pas de justice climatique sans justice de genres**
- 13** **Ouvrir des perspectives malgré la crise climatique**



Make Polluters pay!

Seule une transition fondée sur la justice sociale pourra
stopper le réchauffement et pallier les dommages
du changement climatique

Texte : Cyrill Rogger, responsable de programme Europe du Sud-Est

En 1992, la communauté internationale s'est engagée en faveur de la protection collective de notre planète et de la justice lors du Sommet Planète Terre à Rio. Pourtant, les mesures prises ces 32 dernières années pour lutter contre le réchauffement climatique sont timides et injustes. La répartition des charges et des obligations entre générations et genres, États et régions, pauvres et riches, victimes et pollueur-euse-s, est extrêmement inéquitable.

Une action climatique socialement juste

Un total de 154 États ont souscrit à la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques lors de la Conférence de Rio. Son article 3.1 énonce : « Il incombe aux Parties de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de

leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives. »

La justice climatique a donc d'emblée été annoncée comme un principe fondamental de la politique climatique mondiale. À l'époque, la température moyenne à la surface du globe dépassait de 0,23°C la moyenne des années 1951 à 1980. En 2023, cet écart était de 1,63°C, excédant déjà le seuil limite de 1,5°C convenu lors du Sommet sur le climat à Paris en 2015. Les neuf années les plus chaudes ont été mesurées depuis.

Fermer les yeux au lieu d'agir

Face à l'urgence, nous ne semblons capables que d'une chose : fermer les yeux en rejetant la responsabilité le plus loin possible. Comment expliquer sinon que de jeunes activistes pour

le climat soient condamné·e·s au titre d'ennemi·e·s d'État simplement parce que certain·e·s recourent à des moyens impopulaires pour se faire entendre ? La justice climatique, c'est aussi prendre au sérieux les préoccupations des différentes générations. C'est un monde politique suisse qui ne se défait pas de ses responsabilités quand la Cour européenne des droits de l'homme approuve le recours des Aînés pour le climat (p. 14). C'est prendre au sérieux l'état dans lequel nous laisserons la planète aux jeunes, et les impliquer dans les décisions politiques, comme le fait Solidar Suisse dans ses projets en Bolivie et en Europe du Sud-Est. Hélas, rares étaient les signes d'un engagement en faveur d'une protection juste du climat au Sommet sur le climat à Baku en novembre 2024, qui s'est achevé sur des résultats décevants (pp. 3 et 17).

Mesures concrètes d'adaptation

Nous observons les effets du réchauffement dans nombre de nos pays d'intervention. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont déjà chassé d'innombrables personnes, avec de sérieuses conséquences. Les femmes sont particulièrement affectées, comme au Bangladesh par exemple (p. 12). La multiplication des périodes de sécheresse suivies de fortes pluies et d'inondations nécessite aussi une adaptation des méthodes agricoles. Solidar Suisse aide les petit·e·s agriculteur·trice·s d'Amérique centrale et du Burkina Faso, entre autres, à prévenir la perte de fertilité des sols et à diversifier leur production pour ne pas voir disparaître leurs moyens de subsistance (p. 13).

Au-delà de l'aspect écologique, le changement climatique entraîne aussi de profondes transformations économiques et sociales. De nouvelles matières premières, des sources d'énergie renouvelable et des technologies innovantes sont nécessaires pour aménager la transition vers un avenir durable. Ces développements requièrent aussi une main-d'œuvre apte à se servir des technologies modernes et à promouvoir les modes de production durables. Nous essayons de répondre à ces exigences dans nos projets de formation professionnelle pour que les travailleuses et travailleurs puissent rester sur le marché de l'emploi.

Pas sur le dos des travailleur·euse·s

La transition écologique se fait malheureusement trop souvent aux dépens des travailleur·euse·s et des communautés locales des pays à moyen et faible revenu. Les forêts tropicales d'Indonésie sont ainsi défrichées au profit de l'extraction du nickel, nécessaire pour les batteries des véhicules électriques, réalisée avec l'énergie de centrales à charbon et au mépris des droits du travail, réduisant la transition énergétique à une simple farce (p. 10). Or, des conditions de travail équitables, des salaires dignes et la protection de la santé et des moyens de subsistance des personnes doivent se trouver au cœur du changement. Solidar Suisse s'engage en ce sens aux côtés de syndicats et d'organisations partenaires en Indonésie et dans le monde.

Financement climatique juste

Les personnes qui ont le moins contribué au changement climatique sont le plus durement affectées, car elles vivent

souvent dans des régions particulièrement exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes et ne disposent pas des ressources permettant de s'adapter, par exemple pour construire des infrastructures de contrôle des inondations, planter des forêts de protection ou fortifier les bâtiments. Une coopération et des investissements internationaux sont essentiels au financement des mesures nécessaires et à la promotion de l'innovation. Les besoins dans les pays à moyen et faible revenu montrent sans équivoque qu'il faut davantage d'argent, et tout le monde sait d'où il doit venir. *Make Polluters pay!*, voilà ce que réclament les activistes des pays du Sud et leurs allié·e·s, au rang desquels nous nous comptons.

« Les mesures prises ces 32 dernières années pour lutter contre le réchauffement climatique sont timides et injustes. »

Qu'il s'agisse d'un impôt sur les émissions de gaz à effet de serre ou de l'engagement des entreprises recourant aux énergies fossiles à alimenter un fonds de réparation des dommages climatiques, les possibilités de financer équitablement la lutte contre le changement climatique sont nombreuses. Une autre mesure importante consisterait à affecter les subventions publiques destinées aux combustibles fossiles au profit de projets énergétiques durables et de programmes d'adaptation au changement climatique. Des taxes plus élevées sur les produits de luxe et sur la consommation excessive de CO₂ causée par exemple par les vols de loisirs et les yachts contribueraient aussi à répartir plus équitablement les coûts de la protection du climat.

Solidar Suisse appelle donc le Conseil fédéral à accroître le financement climatique à long terme. Des adaptations législatives rapides s'imposent pour prévoir de nouvelles sources de financement selon le principe du pollueur-payeur, et pour que la Suisse contribue enfin dans une juste mesure à combattre et à surmonter la crise climatique dans les pays à moyen et faible revenu. ●

Nous aussi, nous polluons

En tant qu'ONG active à l'international, Solidar Suisse émet aussi des gaz à effet de serre. La mobilité, et en particulier les vols, ainsi que le chauffage ou le refroidissement de nos bureaux pèsent particulièrement lourd. Par souci de réduire notre empreinte carbone, nous analysons actuellement nos émissions à Zurich, à Lausanne et dans nos dix bureaux de coordination à travers le monde. Nous attendons les résultats et le futur débat sur les mesures de réduction avec impatience. Nous en reparlerons cette année dans le Soli.



Le parc industriel de Morowali, où les travailleur·euse·s sont exploité·e·s et l'air pollué.

Le coût de la transition écologique

La marche mondiale vers la mobilité durable engendre un boom en Indonésie, premier producteur de nickel au monde, aux dépens de l'être humain et de l'environnement

Texte : Fahmi Panimbang, responsable de projet Asie du Sud-Est

Sur les îles indonésiennes de Sulawesi et Maluku, forêts tropicales et paysages inaltérés sont rasés pour faire place à l'extraction de nickel, un composant important des batteries des véhicules électriques. La déforestation génère non seulement d'énormes quantités de dioxyde de carbone, mais elle détruit aussi l'habitat d'innombrables espèces. La dépendance aux centrales à charbon, qui fournissent l'énergie utilisée par ces exploitations, aggrave le problème, entraînant un cercle vicieux dans lequel la quête d'une solution « verte » vient nourrir une industrie à forte intensité en carbone.

Les conséquences pour l'être humain sont tout aussi alarmantes. La

qualité de l'air dans les régions minières s'est rapidement détériorée, la poussière et les particules fines conduisant à une hausse rapide des maladies respiratoires. Le centre de santé de Bahodopi, un village de la région de Morowali dans le Sulawesi central, a rapporté quelque 50 000 cas d'affection respiratoire aiguë pour les neuf premiers mois de 2024, un chiffre qui n'inclut même pas les travailleur·euse·s, peut-être encore plus nombreux·euses. Diverses substances polluantes contaminent en plus les zones côtières et les cours d'eau, ce qui met en danger la santé de la population qui s'en sert pour l'eau potable, la pêche et l'agriculture.

Exploitation dans les fonderies

Morowali est dépassé par l'afflux de travailleur·euse·s migrant·e·s qu'attire la promesse d'un travail. La concurrence accrue en matière de logement, de nourriture et de services de base fait naître des tensions sociales et une détresse économique. Le parc industriel de Morowali (IMIP) employait presque 100 000 travailleur·euse·s ces dix dernières années, dont 1/5 de femmes et 1/5 de personnes migrant·e·s de Chine, qui deviennent prisonnières d'un cycle d'insécurité du travail et de déni des droits fondamentaux. Les bas salaires les obligent à accepter des journées de douze heures, souvent avec heures supplémentaires obligatoires, pour s'en sortir. Malgré les protestations des syndicats, gouvernement et entreprises ferment les yeux sur le coût humain de la création d'emplois et d'investissements.

Les conditions de travail sont rudes et brutales. La main-d'œuvre est constamment exposée à la poussière de charbon, aux vapeurs toxiques, à l'acide sulfurique, à la chaleur écrasante des fours et souffre de divers problèmes de santé, notamment respiratoires et dermatologiques. Les accidents entraînant des blessures graves, voire la mort, sont fréquents. L'IMIP ne dispose que de deux infirmeries rudimentaires, inaptes à couvrir les besoins médicaux de milliers de travailleur·euse·s malades, et le nombre de toilettes est largement

insuffisant. En revanche, des centaines de membres des forces de sécurité sont stationné·e·s dans la région pour veiller à la sécurité et à la stabilité, un décalage révélateur des priorités des entreprises et du gouvernement, qui se soucient davantage des investissements que de la protection des travailleur·euse·s. Solidar Suisse les informe donc des risques pour la santé, permet aux personnes gravement malades de se faire examiner et sensibilise le public à la situation pour faire pression sur le gouvernement.

La justice climatique, une responsabilité mondiale

La demande mondiale en nickel pour les véhicules électriques soulève des questions du point de vue de la justice climatique. Tandis que l'Indonésie assume le coût écologique et social de l'extraction de nickel, les profits, reviennent essentiellement aux nations plus riches, demandeuses de véhicules électriques. Cette inégalité illustre l'hypocrisie d'une transition soi-disant écologique qui sacrifie le bien-être des populations des pays à moyen et à faible revenu sur l'autel de la durabilité.

Une transition réellement juste vers une économie durable nécessite un changement de paradigme radical. Il faut un engagement mondial en faveur de pratiques minières durables, des normes de travail plus strictes et une répartition juste des bénéfices. Les pays riches et les multinationales doivent assumer la responsabilité de toute la chaîne d'approvisionnement et tout au long du cycle de vie des produits, y compris les coûts écologiques et sociaux dans les pays comme l'Indonésie.

L'existence de réseaux de solidarité – entre travailleur·euse·s, communautés, organisations de la société civile et allié·e·s internationaux·ales – est décisive pour faire entendre la voix des travailleur·euse·s et des communautés concernées qui réclament la justice sociale et la fin de l'exploitation. Solidar Suisse soutient leur mise en place, car les réformes politiques donnant la priorité à la protection de l'environnement et à la justice sociale sont des étapes essentielles sur la voie vers un avenir plus juste. ●

Des produits cosmétiques durables de la forêt tropicale

Bartolina Marayai assure sa subsistance grâce aux noix de babassu et contribue à l'exploitation durable de la forêt tropicale.

Texte : Benjamin Gross, responsable marketing et communication

En bordure de l'Amazonie bolivienne où pâturages et champs de soja s'étendent à perte de vue, une jeune femme se bat pour la préservation de la forêt tropicale et pour ses moyens de subsistance. Dans sa maisonnette en bois, Bartolina Marayai fabrique des produits cosmétiques naturels à base d'huile de babassu, qu'elle vend jusque dans la grande ville de Santa Cruz.



Bartolina Marayai (à droite) avec les savons qu'elle fabrique à partir des noix de babassu.

L'aide au départ, clé du succès

C'est son père qui a eu l'idée de fabriquer des produits avec les noix de babassu non comestibles pendant la pandémie, quand les médicaments manquaient. « L'huile de babassu agit contre la toux, la fièvre et les rhumatismes », explique Bartolina Marayai. Le palmier de babassu peut assurer la subsistance de la population locale, mais le succès n'était pas garanti d'emblée : « Nous n'avions pas le capital de départ », se souvient cette mère de trois filles. Elle a ensuite reçu une aide au démarrage et une vitrine de vente par le biais du projet de Solidar de soutien aux jeunes femmes souhaitant lancer leur entreprise.

Des palmiers sous-estimés

L'avenir de sa petite entreprise Bartogwasu demeure toutefois incertain. Le palmier de babassu, dont les fruits pourrissent au sol dans la plus parfaite indifférence, est menacé par le déboisement massif de la forêt tropicale. Les éleveur·euse·s de bétail utilisent du poison afin de les détruire et créer des pâturages. Pour la jeune entrepreneuse en revanche, cette plante « offre la vie ». Base naturelle de ses produits cosmétiques, elle garantit les revenus de la famille et l'éducation des enfants.

Les feux de forêt des dernières années sont une menace supplémentaire. « Les palmiers de babassu mettent dix ans à faire des fruits. » Comme la jeune femme doit parcourir des distances toujours plus longues pour récolter les noix, le prix de ses savons et shampoings a déjà doublé.

Mais pour elle, il est hors de question d'abandonner. « Notre travail montre aux gens le potentiel de cette nature que nous détruisons sans scrupule. » Ses savons, crèmes et shampoings illustrent parfaitement son importance. ●



Interview de Bartolina Marayai et visite dans son atelier de savons.
Vidéo sur YouTube

Pas de justice climatique sans justice de genres

Le changement climatique d'origine humaine est bien tangible au Bangladesh, où les femmes et les enfants en sont les premières victimes.

Texte : Vera Haag Arbenz, responsable aide humanitaire

Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés au monde. Il se situe dans le delta essentiellement plat et humide des deux plus grands fleuves d'Asie, le Gange et le Brahmapoutre, jalonné de vastes zones humides. La proximité de l'eau et le fait que la majeure partie du pays se trouve à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer l'exposent à de nombreux risques. Les pluies de mousson, les inondations ou les cyclones arrivant du golfe du Bengale seront encore exacerbés par le réchauffement et la montée du niveau des eaux. Le Bangladesh occupe la septième place du Global Climate Index répertoriant les pays les plus affectés par le changement climatique. L'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) estime que chaque année au Bangladesh, les inondations de la moisson déplacent environ un million de personnes et les cyclones près de 110 000.

Fuir le changement climatique

Souvent contraintes de tout laisser derrière elles, les personnes déplacées internes font face à de nombreux risques pendant leur exode, en particulier les femmes, fréquemment exposées à la violence sexualisée, à l'exploitation et à la prostitution forcée. Ces personnes doivent alors construire un nouvel habitat et chercher un travail dans le lieu qui les accueille. Les hommes trouvent généralement un emploi dans les villes ou les régions côtières, tandis que les femmes s'occupent de la famille et de l'intégration. Elles aussi doivent souvent travailler dans des conditions de précarité sans autre choix que d'emmener leurs enfants avec elles, porte d'entrée vers le travail des enfants.

Les enfants aussi doivent travailler

Environ 40 000 vivent dans le village de Nazirartek, situé à sept kilomètres environ de Cox's Bazar. Plus de deux tiers d'entre elles sont arrivées après une catastrophe naturelle. Alors que les hommes passent souvent plusieurs mois sur des bateaux de pêche, des milliers de femmes et d'enfants traitent, conditionnent et vendent le poisson arrivant du golfe du Bengale. C'est le cas notamment de Jannatul Ferdious, qui travaille dur pour peu d'argent dans le secteur du poisson séché. Depuis que son mari a perdu un œil en pêchant en haute mer, c'est elle le principal soutien de famille, bien que leurs quatre fils doivent aussi contribuer aux revenus. Grâce au projet de Solidar contre le travail des enfants, l'un d'eux vient de retrouver le chemin de l'école. « Je préférerais envoyer tous mes enfants

à l'école », affirme Jannatul Ferdious, « mais je dépends de ce revenu supplémentaire, car mon mari ne peut travailler que de manière irrégulière. » Comme elle, des milliers de femmes doivent prendre de telles décisions existentielles jour après jour.

Renforcer les femmes

Dans des conditions aussi précaires, les femmes assument largement la responsabilité de leur famille. Les projets de Solidar qui luttent contre les pires conséquences du changement climatique visent donc en priorité à renforcer leur résilience et à améliorer la résistance aux catastrophes à l'échelon communautaire. L'égalité de genres et le renforcement de la capacité d'action des femmes sont essentiels pour sortir de la spirale négative de la pauvreté, de l'exploitation et de l'absence de perspectives. ●



Jannatul Ferdious avec deux de ses quatre fils, qui doivent contribuer aux revenus familiaux.

Ouvrir des perspectives malgré la crise climatique

Une formation de jeunes agriculteur·trice·s porte ses fruits pour lutter contre le changement climatique.

Texte : Monika Hess, responsable programme Amérique centrale



La formation et l'aide au démarrage ont permis à Xenia Rivera de mettre en place un élevage de poules pondeuses.

Les conséquences de la crise climatique frappent de plein fouet les petit·e·s agriculteur·trice·s du couloir sec (*un corredor seco*) d'Amérique centrale, qui n'ont pourtant rien fait pour la provoquer. Or, la plupart n'ont pas les moyens de s'adapter au changement climatique. Miguel Osorio est l'un d'entre eux : « Ma situation économique précaire m'a poussé à vouloir développer ma production de maïs. »

Des phénomènes météorologiques toujours plus extrêmes

Le *corredor seco* couvre le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica. Plus de dix millions de personnes vivent dans cette bande de terre caractérisée par un climat sec et des sécheresses saisonnières. Le changement climatique rend les périodes de sécheresse plus fréquentes, extrêmes et longues et augmente le nombre d'ouragans, accompagnés de graves inondations. La hausse des températures et l'imprévisibilité des précipitations font aussi chuter le rendement agricole, tandis que la pénurie d'eau s'aggrave.

La situation est particulièrement difficile pour les petit·e·s agriculteur·trice·s qui ne peuvent irriguer leurs champs. L'appauvrissement des récoltes dû à la sécheresse les prive de denrées de base telles que le maïs et les haricots et de plus en plus de familles souffrent de pénurie alimentaire. Pas étonnant donc qu'entre 49% (au Salvador) et 82% (au Honduras)

de la population rurale vive dans la pauvreté. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (UNOCHA), plus de neuf millions de personnes dépendent de l'assistance humanitaire. Outre la violence, ces conditions catastrophiques pour l'agriculture sont l'une des principales raisons qui poussent les jeunes adultes à s'installer en ville ou à entreprendre le périlleux voyage vers les États-Unis.

Adaptation de la production au changement climatique

Au Salvador, nous avons conçu avec notre organisation partenaire locale Cordes un programme de formation visant à améliorer la situation des jeunes agriculteur·trice·s par l'apprentissage de l'agroécologie pour faire face au changement climatique. Ce programme les aide aussi à développer une concept d'entreprise et leur fournit un petit capital de départ afin de diversifier leur production. La coexistence pacifique, les droits sexuels et reproductifs et la santé ainsi que l'égalité de genres sont également abordés. Nos données de contrôle et de nombreuses études d'impact scientifiques démontrent l'effet positif sur les revenus, la productivité et la sécurité alimentaire, ce que confirme aussi Miguel Osorio : « Les connaissances techniques acquises et le soutien financier m'ont permis d'accroître ma production et je cultive aujourd'hui un deuxième champ de maïs. »

Ce programme a été suivi par 378 jeunes depuis 2019. D'après une étude, 360, soit 95% des participant·e·s, se sont ensuite lancé·e·s dans la production d'œufs, de légumes sous serre ou de lait, ce qui apporte un revenu supplémentaire et permet aussi de mieux nourrir les 248 enfants présent·e·s. Vu ces bons résultats, le programme de formation est désormais proposé au Honduras. Les jeunes adultes investissent une partie de leurs revenus dans le développement d'une start-up, comme Xenia Rivera, qui a mis sur pied une petite exploitation de poules pondeuses : « Grâce à la formation et au soutien financier, j'ai pu réaménager une petite étable sur le terrain de ma famille », raconte-t-elle avec fierté. « J'ai commencé avec 60 poules et j'en ai maintenant 160. » ●

Votre don compte !

75
francs

75 francs permettent d'aménager une parcelle de formation à l'agroécologie.

100
francs

100 francs permettent à une famille de petit·e·s agriculteur·trice·s de mieux se protéger contre la sécheresse et les inondations grâce à des serres et des silos.

200
francs

200 francs permettent à un·e jeune de se former à l'agroécologie pour adapter sa petite exploitation au changement climatique.

solidar.ch/fr/agir



« Le droit en Suisse doit s'adapter aux défis mondiaux »

Nous nous sommes entretenu·e·s avec Anne Mahrer, co-présidente de l'association les « Aînées pour le climat Suisse » et ancienne conseillère nationale genevoise. En 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a donné raison à l'association, jugeant que la Suisse ne prenait pas les mesures nécessaires pour lutter contre le changement climatique.

Interview : Sylvie Arnanda, communication Suisse romande



Anne Mahrer

Coprésidente de l'association des Aînées pour le climat et ex-conseillère nationale de Genève

Comment est née l'association les « Aînées pour le climat » ?

En 2016, l'idée de s'engager dans une action judiciaire avait fait son chemin face à l'inaction climatique de la Suisse. Cette action devait être portée par un groupe de personnes particulièrement vulnérable face aux effets du changement climatique. Les femmes âgées sont le groupe le plus fortement affecté par l'augmentation des canicules induites par le réchauffement en Suisse et voient leur droit à la santé et à la vie menacés.

Vous avez alors soumis une requête à la CEDH.

Oui, après avoir épuisé les recours auprès des instances administratives et judiciaires en Suisse, nous avons soumis notre requête à la CEDH à l'automne 2020. Elle a rapidement été classée prioritaire et transmise à la Grande chambre de la Cour composée de 17 juges. Il y avait également un aspect historique : c'était une première d'associer droits humains et climat. En 2023, l'audience publique s'est tenue dans une salle comble avec la présence de médias du monde entier. C'était très impressionnant. Le verdict est tombé le 9 avril 2024 et il était incroyablement positif.

Quelle a été la réaction de la Suisse face au verdict ?

À Berne, certain·e·s politicien·ne·s ont très mal réagi nous qualifiant de « boomeuses » qui veulent gâcher l'ave-

« L'inaction coûte très cher. »

nir des jeunes générations, on nous a « conseillé » de retourner à la maison nous occuper de nos petits-enfants. Nous mettons vraiment le doigt sur une réalité très dérangeante qui suscite de fortes réactions. Mais nous sommes encouragées par les messages de reconnaissance que nous recevons du monde entier.

Quelle suite à la condamnation de la Suisse ?

Six mois après le verdict, le 9 octobre 2024, la Suisse a dû fournir au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, chargé de suivre la mise en œuvre de l'arrêt, un plan d'action expliquant comment elle entendait appliquer la déci-

sion. Elle s'est cantonnée à répéter ce qu'elle avait dit lors de l'audience. Elle n'a par exemple toujours pas de budget carbone, pas d'exigences climatiques en matière d'importations ou de consommation. La Suisse doit pourtant agir car la décision de la Cour est contraignante.

Cette décision de justice a-t-elle déjà des impacts ?

L'arrêt de la CEDH est une bouffée d'espoir et a des impacts au-delà de nos frontières. Le droit en Suisse doit maintenant s'adapter aux défis mondiaux. Nous voyons aussi les effets du changement climatique en Suisse : les glaciers disparaissent, le nombre de canicules augmentent. En tant que pays industrialisé, nous devrions saisir l'opportunité de cette décision pour être exemplaires en Suisse et à l'étranger ; cela passe par le droit. Pourtant, certain·e·s parlementaires préfèrent ignorer la réalité, influencé·e·s par la recherche de profit immédiat et une vision à court terme ; mais l'inaction coûte très cher.

Et pour vous, la lutte continue ?

À la suite de l'arrêt de la CEDH, nous pensions pouvoir prendre notre retraite, mais la lutte continue. Nous continuons à sensibiliser le public à nos thématiques avec de nombreuses interventions en Suisse et à l'étranger et nous suivons de près les progrès de la Suisse car elle doit agir et mettre en place une politique climatique qui a de réels impacts. ●



Pour Rizal Assalam, il s'agissait d'une conférence importante pour faire avancer la lutte collective vers une huile de palme durable.

Une production juste d'huile de palme est-elle possible ?

Les possibilités d'une transition socio-écologique dans le secteur de l'huile de palme ont été sondées lors d'une conférence internationale à Berne en décembre.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

Un vif débat est en cours quand j'arrive à la deuxième conférence sur une transition juste dans le secteur de l'huile de palme. « Les participant·e·s venant de pays producteurs d'huile de palme comme la Malaisie et l'Indonésie ont soi-disant des intérêts différents », m'explique Tina Goethe de l'EPER, co-organisatrice de la conférence avec Solidar Suisse. « À première vue, de meilleurs salaires pour les travailleuses et travailleurs ne changent rien à la situation des communautés autochtones. »

Plus de pouvoir ensemble

Les conditions de travail abusives dans les plantations ne sont en effet que l'un des problèmes du secteur de l'huile de palme. La destruction de la forêt primaire au profit des monocultures, la pollution due aux pesticides et engrais, ainsi que l'expropriation des communautés autochtones sont tout aussi graves. Pour Rizal Assalam, coordinateur du réseau TPOLS (Transnational Palm Oil Labour Solidarity), le fait que l'attention se soit portée sur ces questions depuis la première conférence de novembre 2023 en Indonésie est un progrès : « Il est important que les groupes écologiques et autochtones expriment autant

leur point de vue que les travailleur·euse·s. L'objectif de TPOLS est aussi de faire prendre conscience, en général, du lien entre les questions de droit foncier et celles liées au travail. Ensemble, nous pesons plus lourd », affirme-t-il avec conviction.

Ce n'est pas un hasard si la conférence a eu lieu en Suisse. « Plusieurs multinationales qui transforment l'huile de palme ou produisent des pesticides ont leur siège ici », explique Christian Eckerlein, responsable campagnes chez Solidar Suisse. « La conférence voulait aussi dégager des pistes de collaboration tout au long de la chaîne d'approvisionnement, car les personnes travaillant dans la production alimentaire dans les pays riches se battent aussi pour de meilleures conditions de travail. »

De grandes visions

Aucun aspect de la production d'huile de palme n'est durable à l'heure actuelle et les entreprises exercent un contrôle absolu. « Il est très difficile de rétablir la fertilité des sols épuisés par la production d'huile de palme et de dépolluer les cours d'eau. Les communautés autochtones ont été irrémédiablement privées de leurs moyens de subsistance », explique Rizal Assalam. Même si les puissants intérêts commerciaux contrecarrent la vision d'une transition juste, une réorganisation de la production a déjà pu être opérée à petite échelle. En Thaïlande, par exemple, les communautés locales et les travailleur·euse·s se sont uni·e·s pour réclamer les terres des entreprises d'huile de palme. « Elles ont été divisées en différentes zones : champs de riz, pâturages et une petite partie pour la production d'huile de palme », raconte Rizal Assalam avec enthousiasme. « Les terres sont détenues et cultivées par la collectivité. Les femmes assurent la gestion des champs de riz, ce qui leur donne une indépendance économique et leur permet de faire pression sur les hommes violents en les privant de nourriture. »

De premières victoires

Aisha Putri Utami de Sawit Watch raconte elle aussi le succès de l'implication des travailleuses et travailleurs dans la lutte contre la pollution : « L'interdiction pour les moulins à huile de palme de polluer les cours d'eau a été inscrite dans la convention collective afin que les syndicats puissent contrôler son respect. Car l'État ne le fera de toute façon pas. » Rizal Assalam est aussi d'avis qu'il est vain d'attendre quoi que ce soit de l'État, même si TPOLS présente évidemment des demandes au gouvernement et mène des campagnes contre les entreprises aux côtés d'organisations internationales pour les forcer à respecter les droits humains et les normes environnementales. Solidar Suisse appelle ainsi depuis longtemps à une amélioration de la situation indigne des travailleur·euse·s migrant·e·s des plantations du Sabah en Malaisie. Pour Rizal Assalam, les conférences comme celle-ci sont importantes : « C'est très utile, parce que les gens se rencontrent, se parlent, et peuvent se battre ensemble pour une production juste d'huile de palme. » ●



Rapport de Solidar Suisse sur les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile du Sabah.
Télécharger le PDF



Des trajets sûrs pour de meilleures conditions de vie

Portrait de Hamidou Ilboudo, après 27 ans passés sur les routes pour aider les groupes menacés.

Texte : Sebatou Nabaloum, responsable Communication au Burkina Faso

Hamidou Ilboudo est chauffeur et le plus ancien membre du personnel de Solidar Suisse au Burkina Faso. Depuis 27 ans, il conduit ses collègues sur leurs lieux d'intervention, une tâche non négligeable dans un pays où les transports en commun sont pratiquement inexistantes et de nombreuses routes non asphaltées.

Pour cela il faut aussi de bonnes aptitudes de conduite, dont l'homme de 56 ans, chauffeur pendant la moitié de sa vie, fait preuve sans aucun doute. Né dans le village de Loumbila, il a grandi chez son oncle à Ouagadougou, la capitale, à quelque 25 kilomètres de là. Il a d'abord travaillé dans l'agriculture, mais le rendement ne lui suffisait pas pour

vivre. À 23 ans, il a donc accepté de devenir chauffeur dans l'entreprise de transport de son oncle. Il a rejoint Solidar Suisse six ans plus tard : « J'ai pleuré de joie en recevant mon contrat. Avant, tout était informel. » Sur les 27 années passées à conduire ses passagers dans presque toutes les régions du Burkina Faso et jusqu'au Bénin, il n'a pas eu un seul accident. « Je me concentre sur le trafic quand je suis au volant, car je sais que la moindre erreur peut avoir des conséquences fatales », explique ce chauffeur consciencieux.

Comme une famille

Pour Hamidou Ilboudo, Solidar Suisse est comme une famille qui l'a adopté et lui a permis de se réaliser professionnellement et socialement. « Avec mes revenus de chauffeur, j'ai construit une maison à Ouagadougou et je peux subvenir aux besoins de ma famille. Solidar Suisse ne se soucie pas uniquement du bien-être de la population rurale menacée, mais aussi de celui du personnel », ajoute cet homme marié, père d'un enfant. « L'organisation a toujours encouragé le travail d'équipe. Nous nous soutenons mutuellement pour que les projets aient un impact. J'ai vu cet effet positif dans mon rôle de chauffeur et pu constater à quel point les partenaires appréciaient le travail de Solidar Suisse. L'organisation a largement contribué à promouvoir l'éducation bilingue au Burkina Faso et au Bénin », affirme Hamidou Ilboudo plein de loyauté pour Solidar. « J'ai reçu d'autres offres d'emploi, mais j'ai préféré rester, parce que l'organisation m'a offert mon premier contrat de travail et parce que je me suis tout de suite senti bien ici. »

Cinquante ans sur place

Solidar Suisse, qui s'appelait alors Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), a énormément changé pendant ses longues années de service. « Nous étions quatre quand j'ai commencé : le coordinateur pays, la comptable, le concierge et moi, le chauffeur. L'organisation n'était active que dans trois régions », se souvient-il. Aujourd'hui, Solidar compte plus de 40 personnes employées et gère des pro-

jets dans 12 des 13 régions du Burkina Faso, ce qui lui permet d'atteindre un public beaucoup plus large. « Nous avons fêté cette année les 50 ans de Solidar Suisse au Burkina Faso », raconte-t-il avec enthousiasme. « J'étais très heureux de retrouver d'anciens collègues que je n'avais plus vus depuis longtemps. J'espère que l'organisation continuera de se développer. »

La situation au Burkina Faso a beaucoup changé elle aussi depuis qu'Hamidou a commencé son activité. Les conditions de sécurité difficiles affectent son travail de chauffeur. Ainsi doit-il parfois faire de longs détours pour éviter les zones à risque. Ses services sont par ailleurs devenus encore plus importants pour permettre au personnel de se rendre sur les sites des projets. Hamidou Ilboudo est convaincu

« Je souhaite rester actif et contribuer à la lutte contre le chômage au Burkina Faso. »

que le Burkina Faso peut retrouver la paix et il estime important que les personnes affectées par les conséquences de la crise sécuritaire reçoivent protection et assistance : « En tant que chauffeur, j'ai contribué à la réalisation des projets de Solidar visant à améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables. Voir les résultats positifs me donne beaucoup de satisfaction. »

De nouvelles perspectives

Bien que Hamidou Ilboudo doive bientôt prendre sa retraite conformément

au droit burkinabè, il n'a pas l'intention de s'arrêter là et compte ouvrir une entreprise de transport. Un projet dans lequel son expérience professionnelle lui sera très utile : « Solidar m'a permis de suivre plusieurs formations continues qui ont étendu mes compétences professionnelles et personnelles. » Une autre raison de sa loyauté. Il souhaite continuer de mettre ce savoir à profit et le transmettre à d'autres. « Je peux ainsi rester actif et contribuer à lutter contre le chômage au Burkina Faso. » ●



Julie Conti

L'humoriste genevoise commente le thème de ce numéro du Soli.

Injustice climatique

L'année dernière, en 2024, la COP 29 s'est tenue en Azerbaïdjan à Bakou ! Ces conférences pour le climat c'est comme les films Marvel, il en sort un par année et chaque fois c'est pire. Déjà le choix du pays hôte : l'Azerbaïdjan, sérieusement ? Je veux dire dans ce cas, autant organiser un colloque sur le droit des femmes en Iran. L'économie de l'Azerbaïdjan repose sur l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, du coup c'est pratique, les lobbyistes des énergies fossiles sont directement sur place, ça facilite le travail. Vous êtes au clair sur ce que c'est un lobbyiste ? Il informe les politiciens sur des politiques publiques à mettre en place avec des arguments très convaincants, comme des sièges dans des conseils d'administration ou une contribution aux frais de campagne. En fait, lobbyiste c'est comme mon métier d'humoriste, t'es payé pour raconter des conneries.

Pour l'Azerbaïdjan, c'était une belle opération de greenwashing et le vert c'est très tendance, « Green is the New Black » : le pays améliore son image internationale sans s'engager dans une transition énergétique. Pour cette COP 29 à Bakou, l'axe principal était le financement climatique. Du coup, on a eu droit à un festival de jeux de mots de la part des chroniqueurs politiques entre Bakou et bas coût. Je ne me prêterais pas à l'exercice du jeu de mots car pour avoir le droit d'en faire, il faut s'appeler Raymond Devos et avoir un double menton ; et je ne réponds qu'à une seule de ces conditions.

La COP 29 s'est achevée sur un résultat plutôt décevant. Les pays développés se sont engagés à un financement annuel de 300 milliards de dollars pour les pays pauvres menacés par le changement climatique, c'est normal qu'ils raquent : quand tu casses, tu paies. Mais ce montant est loin d'être suffisant pour financer l'adaptation des pays en voie de développement aux impacts du changement climatique et leur transition vers les énergies vertes. Sans un soutien financier à la hauteur des enjeux, ces pays vont reproduire le modèle des énergies fossiles utilisé par les nations industrialisées (ça c'est nous) pendant plus d'un siècle et qui nous a mené au borbier climatique qui s'annonce. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le résultat de la COP 29 à Bakou était au rabais, mince j'ai fait un jeu de mots ! Tant pis, appelez-moi Raymond.

1991



1993



Soutien aux personnes déplacées par la guerre et démocratisation

Solidar Suisse a commencé à s'engager au Salvador dès la guerre civile pour venir en aide aux personnes déplacées. L'image du dessus, prise par une délégation de Solidarité, témoigne du déplacement forcé de personnes des quartiers pauvres. La photo du dessous montre une rencontre de femmes du syndicat CODYDES, l'une des premières organisations partenaires de l'OSEO au Salvador.

Le Sudoku de Solidar

	8	4					9	1
				7	9			
						3	7	4
		1		9	7	4		
			6	3	4			
		6	1	2		5		
2	6	7						
			7	5				
9	4					1	6	

Mentions légales

Édition

Solidar Suisse
 Quellenstrasse 31
 8005 Zurich
 Tél. 021 601 21 61
 contact@solidar.ch, solidar.ch
 IBAN CHCH49 0900 0000 1001 4739 9
 Membre du réseau européen Solidar

Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

Mise en page

notice.design

Traductions

Katja Schurter, alingui

Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

Impression et expédition

Mattenbach AG

Papier

Holmen Trend 2.0,
 certifié ISO 14001 et FSC

Tirage

37 000 exemplaires (paraît quatre fois par an).
 Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

Verso

Combattez avec nous les inégalités.
 Visuel : Spinax Civil Voices

Solution

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Règles du jeu

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante : 1=M, 2=I, 3=A, 4=E, 5=N, 6=G, 7=T, 8=R.

- 1^{er} prix** Un shampoing de la marque Bartgwagwasu de Bolivie
2^e prix Une crème pour le visage de la marque Bartgwagwasu de Bolivie
3^e prix Un savon de la marque Bartgwagwasu de Bolivie

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par e-mail à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

La date limite d'envoi est le 15 mars 2025. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 2/2025. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur-ice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 4/2024 était « Inégalités ». Denise Studemann de Sâles a gagné un sac en toile, Marianne Scheidegger de Berne un t-shirt de Solidar Suisse et Jean-Jacques Isaac de Confignon un bob avec le nouveau logo de Solidar.



**Votre don en
 bonnes mains.**

LU XXE

précarité

**Combattez avec nous
les inégalités dans
le monde : solidar.ch**

**so!idar
suisse**